

**Politique étrangère - États-Unis -  
Statut de Jérusalem - Corée du  
Nord - Iran - Lutte contre le  
terrorisme - Entretien de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
avec «RTL» - Extraits  
(Paris, 15 décembre 2017)**

Q - Bonjour Jean-Yves Le Drian et merci d'être dans ce studio de RTL ce matin.

R - Bonjour.

Q - «Il a quitté l'accord de Paris, il rompt avec le droit international», c'est vous-même d'ailleurs qui l'avez dit, est-ce qu'on peut faire confiance au président Trump, qui à l'évidence ne respecte pas la parole donnée ?

R - (...) Sur la position prise à l'égard de Jérusalem et la décision annoncée de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et transférer l'ambassade américaine, la France a fait état de son désaccord. La réalité c'est que sur cette question, il faut un cadre, une méthode et un objectif. Le cadre, c'est le respect du droit international. Il y a eu une série de résolutions du conseil de sécurité concernant la situation au Proche-Orient, concernant le positionnement d'Israël et de la Palestine. Il faut les respecter. Ça, c'est le cadre.

Ensuite, il y a la méthode qui est la négociation. Il faut agir avec les Israéliens et les Palestiniens pour aboutir à un processus permettant d'atteindre l'objectif qui est celui de deux États vivant en sécurité l'un et l'autre avec des frontières reconnues, et ayant l'un et l'autre Jérusalem comme capitale. Voilà quel est le sujet. Et finalement il est assez simple. Il faut donc maintenant qu'il y ait les initiatives nécessaires pour reprendre le processus de paix. Il faut donner aux Palestiniens un espoir et une perspective, et il faut aussi qu'Israël assume ses responsabilités. C'est la raison pour laquelle l'autre jour le président Macron a souhaité que M. Netanyahu fasse des signes pour aboutir à un processus de paix.

Q - Je reviens à ce que vous dites, il faut des signaux ; en représailles de l'annonce le Premier ministre turc Erdogan a reconnu Jérusalem Est comme capitale de la Palestine. C'était une réponse à Trump. Sans aller jusque-là, est-ce que le président Macron pourrait faire un geste lui aussi à l'égard des Palestiniens, dans ce contexte ?

R - La France est prête à accompagner toute initiative politique permettant d'aboutir à un résultat de paix au Proche-Orient. On attend une initiative américaine qui est annoncée déjà depuis quelques semaines. Si elle permet un processus de paix, la France sera derrière. En ce

qui concerne la capitale de chacun des États nous attendons le processus de paix et l'aboutissement de la négociation pour nous positionner. Donc la France n'a pas l'intention de mettre son ambassade pour l'instant ailleurs qu'à Tel Aviv.

Q - Tout indique que le déménagement de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem, après l'annonce qui a mis le feu aux poudres, puisse prendre des mois peut-être des années en fait. Ça veut dire quoi ? Après avoir jeté la foudre Washington calme le jeu ? Dans le fond est-ce que cela va être une réalité ce déménagement ?

R - La réalité la plus urgente c'est l'initiative de paix que les États-Unis doivent proposer dans quelques temps.

Q - Je vous pose la question sur le déménagement qui a une haute définition significative symbolique et géopolitique telle qu'elle a été annoncée. Est-ce que ça va avoir lieu à votre avis par exemple avant la fin du mandat de Donald Trump ?

R - Oui, c'est possible, mais il faut trouver un terrain, il faut y construire...

Q - Mais c'est le plus probable... Cela va prendre combien de temps ?

R - Il faut demander aux Américains, moi je ne suis pas chargé de la construction.

Q - Justement ils disent des mois, des années. Est-ce que c'est pour calmer le jeu ?

R - M. Tillerson a dit à Paris qu'il faudra un peu de temps, c'est vrai qu'il faut du temps pour construire une ambassade. Le problème, c'est l'acte politique, c'est cela le sujet. C'est «je désire que la capitale d'Israël soit Jérusalem, et je constate que je vais m'y installer». C'est l'acte qui est posé, c'est un acte politique, c'est celui qui a l'essentiel de la valeur et c'est celui avec lequel nous sommes en désaccord.

Q - Pour revenir à Trump et la première question que je vous posais, vous allez justement je crois à Washington dans les jours qui viennent...

R - Lundi oui.

Q - Et vous allez justement rencontrer votre homologue Tillerson. Lui il se dit prêt à discuter avec la Corée du Nord qui est un gros gros dossier, il a dit « il faut se mettre autour de la table », lui il veut faire de la diplomatie. Est-ce que Trump va le laisser faire ou est-ce qu'il va par une phrase ou un tweet dévastateur torpiller ces tentatives-là qui correspondent à ce qu'on imagine devoir être ...

R - La question de la Corée du Nord est une question majeure, parce que l'accès de la Corée du Nord à la possibilité de l'arme atomique est essentiel, très risqué et menace l'ensemble de la région y compris d'ailleurs indirectement l'Europe. La non-prolifération signifie qu'il faut empêcher la Corée du Nord d'accéder à cette arme nucléaire et, pour l'instant, ils y sont prêts puisqu'il y a à la fois des essais balistiques qui se sont accélérés depuis quelques semaines et les essais nucléaires qui se sont aussi accélérés.

Q - Ils l'ont l'arme nucléaire.

R - Oui, mais ils n'ont pas encore la capacité de projeter l'arme nucléaire. Et à un moment donné cela risque d'arriver. Et lorsque ce moment-là sera arrivé, alors nous serons dans une situation extrêmement grave et extrêmement tendue. Donc il faut par anticipation éviter ce risque qui est un risque pour tous les acteurs de la région : la Chine, le Japon, la Russie, et je ne parle pas de la Corée du Sud évidemment qui est aux premières loges. Les initiatives qui sont prises visant à essayer de trouver le dialogue ne peuvent qu'avoir notre encouragement. J'observe d'ailleurs que le président Trump s'est entretenu avec le président Poutine à cet égard il y a quelques heures. Les voix du dialogue sont encore possibles.

Pour l'instant il faut que nous ayons une position extrêmement ferme à l'égard de la Corée du Nord, c'est la raison pour laquelle il y a les sanctions, mais il faut en même temps dire «qu'il faut aboutir à une dénucléarisation de l'ensemble de la péninsule coréenne». Si les initiatives qui sont prises permettent de se mettre autour de la table pour discuter, tant mieux. Je sens qu'il y a un petit peu de progrès, il y a des perspectives, j'espère qu'elles vont pouvoir aboutir.

Q - Vous irez prochainement en Iran Monsieur le Ministre.

R - Oui.

Q - Pour préparer la visite d'Emmanuel Macron, elle est confirmée ?

R - J'irai en Iran parce qu'il faut parler avec tout le monde. Et j'irai en Iran pour dire trois choses. D'abord que l'accord de Vienne - qui a été validé par les autorités iraniennes et par la communauté internationale et qui permet d'éviter l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire - doit être respecté. Et il est respecté, nous le constatons, par les différents contrôles qui sont effectués. Le fait que le président Trump n'ait pas validé les conclusions des rapports qui ont été faits ne modifient en rien notre position. Et je l'espère aussi de la position de l'Iran. Ça, c'est le premier point.

Le deuxième point c'est que nous sommes très préoccupés des enjeux balistiques et de l'accroissement de l'Iran dans ses capacités qui risquent elles aussi de remettre en cause l'équilibre de la région, nous le dirons.

Et puis le troisième point, qui est le plus immédiat, nous sommes vraiment en désaccord sur le fait que l'Iran continue à avoir une présence, y compris armée, en Syrie. Et, le règlement de

paix de la situation au Moyen-Orient ne peut passer que par l'intégrité, la souveraineté de la Syrie et le fait que chaque communauté en Syrie puisse vivre en paix sans intervention extérieure. Ca c'est un problème de fond ; il vaut mieux aller le dire directement pour échanger.

Q - Quand ?

R - Dans peu de temps.

Q - Avant la fin de l'année ?

R - Non, non, début de l'année prochaine.

Q - En janvier, début janvier.

R - En janvier.

Q - Est-ce que vous confirmez qu'un certain nombre de djihadistes français ou francophones en tout cas sont arrivés il y a quinze, vingt jours au nord de l'Afghanistan dans des districts contrôlés par Daech ? C'est ce qu'a déclaré le gouverneur de la région. Est-ce que vous en avez la trace, est-ce que vous en avez la preuve ? Et d'où viendraient-ils ? De Syrie ?

R - Il y a plusieurs centaines de combattants de Daech qui sont de nationalité française, en Syrie et en Irak. Une partie d'entre eux suivent les flux de départ des djihadistes vers d'autres horizons, et effectivement aussi en Afghanistan où il y a des zones qui sont tenues aujourd'hui par Daech, ce qu'on appelle la zone Khorasan qui vont continuer le combat.

Q - Donc ils pourraient faire partie de ces combattants qui fuient effectivement la Syrie et l'Irak et qui s'éparpillent, comme vous l'aviez dit ?

R - Les combattants s'éparpillent, il n'y a pas que des combattants français dans cette affaire, il y a des combattants qui viennent de plusieurs pays européens et de plusieurs pays du Moyen-Orient. Ils sont en mutation.

Ce qui est dangereux c'est le fait que la défaite territoriale de Daech ne signifie pas la défaite de Daech. C'est-à-dire que Daech rentre en clandestinité et il y a toujours des risques de menace et de transferts de leurs activités ailleurs. Manifestement plutôt vers l'est que vers l'ouest, mais il faut être très vigilants sur les conséquences de cette victoire. C'est une victoire ; mais c'est une victoire qui doit permettre de garder la vigilance et qui doit aussi nous amener à embrayer sur le processus de reconstruction à la fois en Irak et en Syrie. (...)/.